



Fermer la fenêtre

CA Grenoble
CH. DES URGENCES

7 février 2008
n° 07/03372

Texte intégral :

CA Grenoble
CH. DES URGENCES
7 février 2008

CABINET D'AVOCATS
Bertrand MARFIN-LAISNE
Martine DETHOOR-MARTIN
Hélène SOULIER - Antoine PORTAL
40, avenue Julien
63000 CLERMONT-FERRAND
Tél. : 04 73 43 06 06
Fax : 04 73 35 48 22

N° 07/03372

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

COUR D'APPEL DE

GRENOBLE

Cabinet de

M. ROGIER,

Président

de la Chambre des Urgences

R. G. N° 07/03372

N° minute

Grosse délivrée

le :

S. C.P. CALAS

S. C.P. GRIMAUD

Me RAMILLON

S. C.P. PUGNAND

S. E.LA. R.L. D. & MIHAJLOVIC

ORDONNANCE JURIDICTIONNELLE

DU JEUDI 07 FEVRIER 2008

Appel d'une décision (N° RG 07/0140)

rendue par le Tribunal de Grande Instance de VALENCE

en date du 28 mars 2007

suivant déclaration d'appel du 13 Septembre 2007

Vu la procédure entre :

COMITE D'HYGIENE DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL - CHSCT

de l'Agence Entreprises Rhône Méditerranée de la Direction Territoriale Sud Est de France Télécom, pris en la personne de son secrétaire Monsieur Christian V., domicilié en cette qualité à la même adresse, venant aux droits du Comité d'Hygiène de Sécurité des Conditions de Travail, domicilié au 1 Place Jacques Brel à VALENCE (26000), pris en

la personne de son secrétaire Monsieur Marcel D., domicilié en cette qualité 1 Place Jacques Brel à VALENCE (26000)

...

...

représentée par la SELARL D. & MIHAJLOVIC, avoués à la Cour

Et :

S. A. FRANCE TELECOM

prise en la personne de son représentant légal en exercice demeurant en cette qualité audit siège

6 Place d'Alleray

75015 PARIS

représentée par la SCP GRIMAUD, avoués à la Cour

Monsieur Philippe SCHUH

1 place Jacques Brel

26000 VALENCE

représenté par la SCP GRIMAUD, avoués à la Cour

A l'audience sur incident du 31 janvier 2008, Nous, André ROGIER, Président chargé de la mise en état, assisté de Laure PERTUISOT, Greffier, avons entendu les parties.

Puis l'affaire a été mise en délibéré et à l'audience de ce jour, avons rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

Vu l'assignation en référé délivrée le 9 mars 2007 par Monsieur Philippe SCHUH et la SA FRANCE TELECOM qui ont demandé à la juridiction de :

- annuler la désignation d'expert effectuée le 18 décembre 2006 par le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) VALENCE (DROME) de l'Agence Entreprises Rhône Méditerranée,
- ordonner l'exécution provisoire de l'ordonnance à venir.

Vu les conclusions du 21 mars 2007 du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de l'Agence Entreprise Rhône Méditerranée de la Direction Territoriale Sud Est de la SA FRANCE TELECOM qui ont sollicité de la juridiction de :

A titre principal :

- dire et juger que dans l'intérêt d'une bonne justice, la demande formulée par Monsieur Philippe SCHUH et la SA FRANCE TELECOM devra être examinée dans le cadre du litige engagé à l'encontre du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail, sur les désignations d'expertises portant sur le projet de libération de l'immeuble Avignon AGROPARC,
- ordonner le dessaisissement de la juridiction au profit du Tribunal de Grande Instance d'AVIGNON (VAUCLUSE),

A titre subsidiaire :

- dire et juger bien fondée la désignation de l'expert en date du 18 décembre 2006,
- débouter la SA FRANCE TELECOM et Monsieur Philippe SCHUH de leur demande d'annulation,
- ordonner à la SA FRANCE TELECOM de fournir au Cabinet ALPHA CONSEIL tous les documents utiles à sa mission et ce sous astreinte de 15.000 euros à compter du cinquième jour du prononcé du jugement à intervenir,

En tout état de cause :

- condamner la SA FRANCE TELECOM à payer au Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de l'Agence Entreprise Rhône Méditerranée une indemnité de 2.500 euros sur le fondement des dispositions de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile,
- ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir,
- condamner la SA FRANCE TELECOM aux entiers dépens.

Vu les conclusions du 21 mars 2007 de Monsieur Philippe SCHUH et de la SA FRANCE TELECOM qui ont demandé à la juridiction de :

- rejeter la demande de dessaisissement présentée par le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail,
- annuler la désignation d'expert effectuée le 18 décembre 2006 par le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail VALENCE (DROME) de l'Agence Entreprise Rhône Méditerranée,

- débouter le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de toutes ses demandes,
- ordonner l'exécution provisoire de l'ordonnance à venir.

Vu les débats à l'audience du 21 mars 2007 devant Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de VALENCE (DROME),

Vu l'ordonnance de référé rendue le 28 mars 2007 dans le dossier n° 07/140 par Monsieur Gilles ROSATI, Président du Tribunal de Grande Instance de VALENCE (DROME) dont le dispositif est le suivant :

Nous, Gilles ROSATI, Président du Tribunal de Grande Instance de VALENCE (DROME), statuant en la forme des référés, publiquement, contradictoirement et en premier ressort,

Rejetons le moyen tiré de la connexité ;

Annulons la désignation d'expert effectuée le 18 décembre 2006 par le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail à VALENCE (DROME) de l'Agence Entreprises Rhône Méditerranée ;

Disons n'y avoir lieu à application des dispositions de l'article 700 du Nouveau Code de

Procédure Civile ;

Ordonnons l'exécution provisoire de la présente décision ;

Condamnons la SA FRANCE TELECOM aux dépens'.

Vu les significations régulières de l'ordonnance de référé du 28 mars 2007 à la requête de Monsieur Philippe SCHUH et de la SA FRANCE TELECOM :

- le 12 juin 2007 en l'étude de l'huissier de justice pour le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de 26000 VALENCE (DROME), 1 place Jacques BREL,

- le 13 juin 2007 en l'étude de l'huissier de justice pour le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de l'Agence Entreprise Rhône Méditerranée de la Direction Territoriale Sud Est de la SA FRANCE TELECOM de 13003 MARSEILLE (BOUCHES DU RHONE) 2, rue Jules FERRY, venant aux droits du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de 26000 VALENCE (DROME).

Vu l'appel interjeté le 13 septembre 2007 par le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de 13003 MARSEILLE (BOUCHES DU RHONE) dans le dossier n° 07/3372.

Vu l'incident lié le 31 août 2007 par la SA FRANCE TELECOM et Monsieur Philippe SCHUH, intimés, et leurs conclusions déposées le 17 janvier 2008 et développées oralement par leur avoué à l'audience du jeudi 31 janvier 2008 à 9 heures 30 qui nous demandent de :

- joindre les procédures n° 07/1413 et 07/3372,
- prononcer la nullité de la déclaration d'appel régularisée le 17 avril 2007 et faisant l'objet de la procédure 07/1413,
- déclarer tardive la déclaration d'appel régularisée le 13 septembre 2007 et faisant l'objet de la procédure 07/3372,
- déclarer en conséquence irrecevable l'appel formé contre l'ordonnance de référé du 28 mars 2007,
- condamner la partie adverse aux entiers dépens d'incident et autoriser la SCP GRIMAUD, avoués associés, à les recouvrer directement contre la partie condamnée.

Vu les conclusions déposées le 25 janvier 2008 par le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail, ... (BOUCHES DU RHONE) de l'Agence Entreprises Rhône Méditerranée de la Direction Territoriale Sud Est de la SA FRANCE TELECOM et développées oralement par son avoué à l'audience du jeudi 31 janvier 2008 à 9 heures 30 qui nous demande de :

- constater qu'il a bien régularisé son mandat d'appel par une réunion du 4 juillet 2007 et désigné Monsieur Christian V.,

Vu l'irrégularité selon lui entachant l'acte de signification du 13 juin 2007,

Vu la déclaration d'appel en date du 13 septembre 2007 de la même ordonnance de référé du 28 mars 2007,

- dire recevable l'appel,

En conséquence,

- débouter la SA FRANCE TELECOM de son moyen d'irrecevabilité,
- condamner la SA FRANCE TELECOM à lui payer la somme de 1.500 euros au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile,
- condamner la SA FRANCE TELECOM aux entiers dépens de première instance et d'appel dont distraction au profit de l'avoué aux offres de droit, la SELARL DAUPHIN MIHAJLOVIC, avoués associés.

Après analyse des pièces des dossiers et des éléments des débats, il est statué ainsi qu'il suit :

Le 18 décembre 2006, le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de l'Agence Entreprises Rhône Méditerranée a décidé de désigner un expert pour analyser les conditions de préparation et les impacts possibles d'un projet de déménagement.

Selon eux, les conditions posées par l'article L.236-9 du Code du Travail n'étant pas réunies, la SA FRANCE TELECOM et le Directeur de l'établissement en cause ont sollicité l'annulation de cette désignation auprès du Président du Tribunal de Grande Instance de VALENCE (DROME).

Par ordonnance rendue le 28 mars 2007, ce magistrat a annulé la désignation litigieuse.

Cette ordonnance de référé a été signifiée les 12 et 13 juin 2007.

Le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail a interjeté appel le 17 avril

2007. Cette procédure a été enregistrée sous le numéro 07/1413. Le 7 février 2007, le Président de Chambre chargé de la mise en état a rendu dans le dossier n° 07/1413 une ordonnance juridictionnelle dont le dispositif est le suivant :

PRONONCONS la nullité de la déclaration d'appel faite par avoué le 17 avril 2007 ;

ORDONNONS la jonction des dossiers n° 07/1413 et 07/3372 sous le n° 07/1413 ;

CONDAMNONS le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de l'Agence Entreprises Rhône Méditerranée de la Direction Territoriale Sud Est de la SA FRANCE TELECOM, demeurant 2, rue Jules FERRY à 13003 MARSEILLE (BOUCHES DU RHONE) aux entiers dépens de première instance et d'appel et autorisons la SCP GRIMAUD, avoués associés, à les recouvrer directement contre la partie condamnée.

La SA FRANCE TELECOM ayant soulevé la nullité de la première déclaration d'appel, le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail a déposé une nouvelle déclaration d'appel le 13 septembre 2007 dont l'entreprise a fait valoir la tardiveté.

Ce second appel a été enregistré sous le numéro 07/3372.

Les significations des 12 et 13 juin 2007 sont régulières.

La déclaration d'appel en date du 13 septembre 2007 est examinée.

La décision entreprise par le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail dans le cadre de ce second appel est toujours l'ordonnance rendue en la forme des référés par le Président du Tribunal de Grande Instance de VALENCE (DROME) le 28 mars 2007.

Cette ordonnance annule la désignation d'expert effectuée le 18 décembre 2006 par le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail Valence (Drôme) (qui a compétence sur les départements 04-05-07-26-84) de l'Agence Entreprises Rhône Méditerranée.

Cette décision a été rendue à la requête de la SA FRANCE TELECOM et de Monsieur Philippe SCHUH, Président du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail, agissant sur le fondement de l'article L.236-9, IV du Code du Travail qui dispose Si l'employeur entend contester la nécessité de l'expertise (...) cette contestation est portée devant le Président du Tribunal de Grande Instance statuant en urgence'.

L'article R.236-14 du même Code précise que le Président du Tribunal de Grande Instance est saisi et statue en la forme des référés .

Une ordonnance rendue en la forme des référés est une décision au fond, c'est-à-dire une décision qui a l'autorité de la chose jugée et non pas seulement un caractère provisionnel (Cass. Soc., 8 janvier 2002, n° 00-15815). Elle n'est pas assortie de l'exécution provisoire de plein droit.

Mais le texte est claire : le Juge est saisi et statue en la forme des référés.

Cela signifie, à l'évidence, que les règles procédurales sont celles qui s'appliquent aux procédures de référé.

C'est ainsi que la saisine de la juridiction, les modes de comparution et de représentation des parties ou les modalités des débats relèvent de la procédure de référé.

La juridiction statue en urgence.

L'objectif est incontestablement de simplifier et d'accélérer la procédure.

Il est rappelé qu'en matière de contestation d'une expertise décidée par un Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail, l'employeur ne peut pas mettre en oeuvre son projet tant que le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail n'a pas rendu son avis, c'est-à-dire tant que l'expert n'a pas rendu son rapport. Ceci explique que le législateur ait opté pour une procédure rapide relativement à toute contestation au sujet de l'expertise.

Il résulte de ce qui précède que le délai d'appel et la procédure d'appel sont ceux du référé.

En l'espèce, l'ordonnance rendue le 28 mars 2007 par le Président du Tribunal de Grande Instance de VALENCE (DROME) a été signifiée au Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail les 12 et 13 juin 2007.

C'est avec pertinence que la SA FRANCE TELECOM a fait signifier le 12 juin 2007 au Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail à VALENCE (DROME) 1 place Jacques BREL et le 13 juin 2007 au Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail à MARSEILLE (BOUCHES DU RHONE), 2 rue Jules FERRY, l'ordonnance de référé du 28 mars 2007.

Aux termes de l'article 490 alinéa 3 du Nouveau Code de Procédure Civile, le délai d'appel est de quinze jours.

En retenant la date de signification la plus favorable au Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de l'Agence Entreprises Rhône Méditerranée, soit le 13 juin 2007, il est constaté que le délai d'appel a expiré le jeudi 28 juin 2007.

Il est constaté que la déclaration d'appel remise le 13 septembre 2007 par le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de l'Agence Entreprises Rhône Méditerranée au secrétariat greffe de la Cour d'Appel est tardive.

Il résulte de ce qui précède que les intimés sont bien fondés à voir reconnaître la tardiveté de la déclaration d'appel au nom du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail en date du 13 septembre 2007.

Ce second appel du 13 septembre 2007 contre l'ordonnance du 28 mars 2007 est en conséquence irrecevable.

L'appelant sera condamné aux dépens.

PAR CES MOTIFS :

Nous, André ROGIER, Président chargé de la mise en état,

Statuant dans le dossier n° 07/3372 par ordonnance juridictionnelle contradictoire,

CONSTATONS que l'appel interjeté le 13 septembre 2007 de l'ordonnance de référé du 28 mars 2007 régulièrement signifiée les 12 et 13 juin 2007 est irrecevable, l'appel étant tardif ;

DISONS n'y avoir lieu à l'application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

ORDONNONS la jonction des dossiers n° 07/1413 et 07/3372 sous le n° 07/1413 ;

CONDAMNONS le Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de l'Agence Entreprises Rhône Méditerranée de la Direction Territoriale Sud Est de la SA FRANCE TELECOM, demeurant 2, rue Jules FERRY à 13003 MARSEILLE (BOUCHES DU RHONE) aux entiers dépens de première instance et d'appel, et autorisons la SCP GRIMAUD, avoués associés, à les recouvrer directement contre la partie condamnée.

Prononcé par Monsieur André ROGIER, Président chargé de la mise en état, qui a signé avec Madame Laure PERTUISOT, Greffier.

Composition de la juridiction : André ROGIER
Décision attaquée : TGI Valence, Grenoble 28 mars 2007